

L'Actu de la semaine

Du 17 au 21 juin 2019



FISCAL

SOCIAL

AFFAIRES

IMMOBILIER

CIVIL

DIVERS

Nos documentalistes recensent pour vous chaque semaine l'essentiel de l'actualité repérée sur les sites institutionnels et transmis à nos Rédactions.

FISCAL

Sites institutionnels

- [Règlement ANC n° 2019-02 du 07 juin 2019](#) modifiant le règlement ANC N° 2014-03 relatif au plan comptable général concernant les documents de synthèse des moyennes entreprises
- [Actualité impots.gouv.fr](#) : Obligations déclaratives des administrateurs de trusts : report du délai de dépôt
- [Communiqué ministériel](#) : Un guide pratique sur le suramortissement fiscal en faveur des investissements de transformation numérique et de robotisation des PME
- [Communiqué ministériel](#) : Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics dresse le bilan de la campagne de déclaration de revenus et des premiers mois de mise en place du prélèvement à la source.

Jurisprudence

- Article 28-1 du code de procédure pénale : [Cass. crim. 13-6-2019 n° 19-90.015 \(n° 1325\)](#)

Au BOFiP-Impôts

- [18/06/2019](#) : CF - Infractions et sanctions pénales - Conséquences de la loi n° 2017-242 du 27 février 2017 portant réforme de la prescription pénale ; Conformité à la Constitution du cumul des sanctions fiscales et pénales (Cons. Const., décisions du 24 juin 2016, 2016-545 QPC et 2016-546 QPC)
- [19/06/2019](#) : BA - Instauration d'une déduction pour épargne de précaution (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 51 ; CGI, art. 73)
- [19/06/2019](#) : BA - Option pour le paiement étalé de l'impôt sur le revenu dû lors du passage à l'impôt sur les sociétés d'entreprises agricoles (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 59)

- [19/06/2019](#) : TVA - Abrogation du mécanisme de la TVA non perçue récupérable (TVA NPR) applicable en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion (loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 17) - Exonération nouvelle des locations de courte durée de navires de plaisance en Martinique et en Guadeloupe (loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 20) – Rectificatif
- [19/06/2019](#) : TCAS - Taxe sur les conventions d'assurance - Mises à jour diverses - Taxation des contrats d'assurance en cas de décès souscrits en garantie d'un prêt (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 123) - Organisme chargé de la gestion des garanties publiques pour le commerce extérieur (loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, art. 103) - Taux applicables à Mayotte (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 125)

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-594 du 14 juin 2019](#) pris pour l'application des articles 32 et 34 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019
- [Décret n° 2019-607 du 18 juin 2019](#) modifiant le décret n° 2016-1209 du 7 septembre 2016 relatif au crédit d'impôt au titre des dépenses de création, d'exploitation et de numérisation d'un spectacle vivant musical ou de variétés prévu à l'article 220 quinquies du code général des impôts
- [Décret n° 2019-609 du 18 juin 2019](#) relatif au fonds de compensation des pertes de produits d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux applicable aux installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme
- [Décret n° 2019-602 du 18 juin 2019](#) modifiant certaines dispositions de l'article R. 54-1 du code de procédure pénale relatif à la composition du conseil d'administration de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués
- [Décret n° 2019-608 du 18 juin 2019](#) modifiant le décret n° 2012-1534 du 28 décembre 2012 relatif aux modalités de compensation des pertes de ressources de contribution économique territoriale et de ressources de redevance des mines subies par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale

Union Européenne - International

- [Communiqué Conseil de l'UE](#) : Fiscalité: la Dominique est retirée de la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales
- COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL conformément à l'article 395 de la directive 2006/112/CE du Conseil : [COM/2019/277 final du 17-6-2019](#)
- [Actualité OCDE](#) : La Fédération de Russie dépose son instrument de ratification de la Convention Multilatérale BEPS
- [Actualité OCDE](#) : Amélioration de la base de données pour l'appariement de l'IM
- Article 53, paragraphe 2, et article 99 du règlement de procédure de la Cour – Libre prestation des services – Restrictions – Jeux de hasard – Taxes nationales grevant l'exploitation de machines à sous installées dans des salles de jeux – Législation nationale quintuplant le montant d'une taxe et instituant une taxe additionnelle : [CJUE ord. 4-6-2019 aff. 665/18](#)
- Manquement d'État – Articles 18, 34, 56 et 92 TFUE – Réglementation d'un État membre prévoyant une redevance d'utilisation des infrastructures pour les véhicules automobiles particuliers – Situation dans laquelle les propriétaires des véhicules immatriculés dans cet État membre bénéficient d'une exonération de la taxe sur les véhicules automobiles d'un montant correspondant à cette redevance : [CJUE 18-6-2019 aff. 591/17](#) – [Communiqué de presse](#)
- Impôt sur les sociétés – Groupe de sociétés – Liberté d'établissement – Déduction des pertes subies par une filiale non-résidente – Notion de "pertes définitives" – Fusion-absorption de la filiale par la société mère – Législation de l'État de résidence de la filiale n'octroyant la déduction de pertes dans le cadre d'une fusion qu'à l'entité qui les a subies : [CJUE 19-6-2019 aff. 607/17](#)
- Impôt sur les sociétés – Groupe de sociétés – Liberté d'établissement – Déduction des pertes subies par une filiale non-résidente – Notion de "pertes définitives" – Application à une sous-filiale – Législation de l'État de résidence de la société mère exigeant une détention directe de la filiale – Législation de l'État de résidence de la filiale limitant l'imputation des pertes et l'interdisant l'année de la liquidation : [CJUE 19-6-2019 aff. 608/17](#)
- Union douanière – Règlement (CEE) no 2913/92 – Article 30, paragraphe 2, sous b) et c) – Règlement (CEE) no 2454/93 – Article 152, paragraphe 1, sous a) et b) – Détermination de la valeur en douane des marchandises – Notion de "marchandises similaires" – Médicaments – Prise en compte de tout élément pouvant avoir une incidence sur la valeur économique du médicament concerné – Délai de 90 jours dans lequel les marchandises importées doivent être vendues dans l'Union européenne – Délai de rigueur – Absence de prise en compte des remises commerciales » : [CJUE 20-6-2019 aff. 1/18](#)

- Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 148, sous a) et c) – Exonérations liées aux transports internationaux – Livraison de plateformes de forage en mer autoélevatrices – Notion de “bateaux affectés à la navigation en haute mer” – Portée : [CJUE 20-6-2019 aff. 291/18](#)
- [Règlement \(UE\) 2019/999 du Conseil du 13 juin 2019](#) modifiant le règlement (UE) n° 1387/2013 portant suspension des droits autonomes du tarif douanier commun sur certains produits agricoles et industriels

SOCIAL

Sites institutionnels

- [BOCC n° 2019/13](#) du 13 avril 2019
- [BOCC n° 2019/14](#) du 20 avril 2019
- [BOCC n° 2019/15](#) du 27 avril 2019
- [BO Ministère des solidarités et de la santé n° 5 – 15 juin 2019](#)
- [Actualité Gouvernement.fr](#) : L’acte II du quinquennat tourné vers une meilleure justice sociale
- [Actualité Ministère du Travail](#) : Modalités de financement des CFA et des contrats d’apprentissage. Ce que change la réforme issue de la loi du 5 septembre 2018.
- [Rapport annuel du COR](#) – 13 juin 2019
- [Information du Bureau de l’Unédic](#) : départ de M. Vincent Destival, Directeur général de l’Unédic depuis 2010
- [Communiqué de presse ministériel](#) : Réforme du 100% santé avec les représentants de l’assurance maladie, des organismes complémentaires et des assurés
- [Communiqué de presse ministériel](#) : Congé maternité pour les exploitantes agricoles
- [Actualité net-entreprises.fr](#) : Fin du taux bureau au 31 décembre 2019
- [Dossier de presse ministériel](#) : Transformer l’assurance chômage et l’accompagnement des chômeurs
- [Conférence de presse de M. Édouard PHILIPPE, Premier ministre](#) : Présentation de la réforme de l’assurance chômage
- [Communiqué Cnil](#) : UNIONTRAD COMPANY : 20 000 euros d’amende pour vidéosurveillance excessive des salariés
- [Communiqué de presse ministériel](#) : Lancement du Pacte productif pour le plein emploi
- [Communiqué Ameli](#) : Communautés professionnelles territoriales de santé : Signature d’un accord conventionnel interprofessionnel
- [Dossier de presse CCMSA](#) 19 juin 2019
- [Communiqué ministériel](#) : Concertation Revenu universel d’activité – [Dossier de presse](#)
- [Rapport OIT](#) : L’avenir des syndicats dépend de l’organisation de l’économie informelle
- [Rapport Cour des comptes](#) : La situation financière de la sécurité sociale en 2018

Jurisprudence

- Articles L. 8222-1 et L. 8222-2 du code du travail : [Cass. crim. 18-6- 2019 n° 18-86.992 \(n° 1349\)](#)
- Prescription : [Cass. crim. 19-6-2019 n° 18-85.725 \(n° 1246 F-P+B+I\)](#)
- Sécurité sociale – Cotisations et contributions : [Cass. 2e civ. 20-6-2019 n° 17-18.061 \(n° 864\)](#)
- Mutualité sociale agricole : [Cass. 2e civ. 20-6-2019 n° 18-17.373 \(n° 846\)](#)
- Sécurité sociale - assurances sociales du régime général : [Cass. 2e civ. 20-6-2019 n° 18-11.223 \(n° 848 F-P+B+I\)](#)
- Sécurité sociale - accident du travail : [Cass. 2e civ. 20-6-2019 n° 18-17.049 \(n° 849 F-P+B+I\)](#)
- Sécurité sociale- Accident du travail : [Cass. 2e civ. 20-6-2019 n° 18-13.968 \(n° 852 FS-P+B+I\)](#)
- Mutualité sociale agricole : [Cass. 2e civ. 20-6-2019 n° 18-11.934 \(n° 853 FS-P+B+I\)](#)
- Sécurité sociale- Accident du travail : [Cass. 2e civ. 20-6-2019 n° 18-18.595 \(n° 858 F-P+B+I\)](#)
- Sécurité sociale - Cotisations et contributions du régime général : [Cass. 2e civ. 20-6-2019 n° 17-28.270 \(n° 870 F-P+B+I\)](#)

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-591 du 14 juin 2019](#) relatif à l’amélioration de la protection maternité pour les exploitantes agricoles
- [Décret n° 2019-593 du 14 juin 2019](#) portant sur la prise en charge des transports de patients

- [Arrêté du 3 juin 2019](#) relatif à l'expérimentation pour un parcours de soins coordonné des enfants et adolescents protégés
- [Arrêté du 7 juin 2019](#) fixant le calendrier de dépôt des candidatures et la liste des sièges à pourvoir dans le cadre de désignations complémentaires de conseillers prud'hommes pour le mandat prud'homal 2018-2021
- [Décret n° 2019-603 du 18 juin 2019](#) relatif à la réforme de la Caisse des Français de l'étranger
- [Décret n° 2019-604 du 18 juin 2019](#) relatif à la réforme de la Caisse des Français de l'étranger
- [Décret n° 2019-606 du 18 juin 2019](#) relatif aux modalités d'application de la dispense temporaire d'affiliation à l'assurance vieillesse obligatoire pour les salariés impatriés
- [Décret n° 2019-613 du 19 juin 2019](#) relatif à la simplification des déclarations sociales des employeurs
- [Arrêté du 14 juin 2019](#) fixant le modèle du formulaire « Demande de retraite progressive »
- [Arrêté du 14 juin 2019](#) abrogeant l'arrêté du 16 décembre 2013 fixant les modèles des formulaires « Demande du complément de libre choix du mode de garde - Prestation d'accueil du jeune enfant »

Union Européenne

- [Communiqué Conseil de l'UE](#) : L'UE adopte un règlement visant à tenir les produits dangereux à l'écart du marché.
- Politique sociale – Directive 2006/54/CE – Égalité de traitement entre hommes et femmes – Accès à l'emploi et conditions de travail – Article 24 – Protection contre les mesures de rétorsion – Rejet d'une candidate à l'emploi en raison de sa grossesse – Travailleur intervenu en faveur de cette candidate – Licenciement du travailleur : [CJUE 20-6-2019 aff. 404/18](#)
- [Directive \(UE\) 2019/983 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019](#) modifiant la directive 2004/37/CE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail

AFFAIRES

Sites institutionnels

- [DGCCRF - Bilan 2018 du baromètre des réclamations](#)
- [DGCCRF - Sanctions – Protection économique des consommateurs](#) : Amende transactionnelle à l'encontre du groupe SFAM - 14/06/2019 // Amende administrative d'un montant total de 36 000 € à l'encontre de CORIOLIS TELECOM - 18/06/2019 // Amende administrative d'un montant de 16 800€ à l'encontre de la société SUD OUEST ECONOMIE D'ENERGIE (SO3E) - 18/06/2019
- [DGCCRF - Sanctions - Délais de paiement](#) : 14/06/2019 - Amende de 65 000 € prononcée à l'encontre de la SAS NEXIRA / 19/06/2019 - Amende de 42 000 € prononcée à l'encontre de la société HYPROMAT France // 20/06/2019 - Amende de 282 000 € prononcée à l'encontre de la société ANSALDO STS France // 20/06/2019 - Amende de 85 000 € prononcée à l'encontre de la société LAVAZZA France // 20/06/2019 - Amende de 14 000 € prononcée à l'encontre de la société CREATIFS // 20/06/2019 - Amende de 75 000 € prononcée à l'encontre de la société PROSODIE
- [Communiqué Banque de France](#) : Rapport annuel 2018 de l'Observatoire de l'inclusion bancaire frais bancaires et surendettement : des progrès notables
- [Communiqué AMF](#) : La Commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers sanctionne un conseiller en investissements financiers pour non-respect de ses obligations dans le cadre de l'exercice d'une activité de réception-transmission d'ordres : [Décision n° 7 de la Commission des sanctions du 13 juin 2019](#) à l'égard de la société Infinitis
- La prescription quinquennale ne s'applique pas à la « clause réputée non écrite » : [lettre creda-societes n° 2019-09 du 12 juin 2019](#)
- [Communiqué AMF](#) : Le Pôle commun Assurance Banque Épargne publie son [Rapport annuel 2018](#)
- [ACPR - Décision de la Commission des sanctions n° 2018-04 du 13 juin 2019](#) à l'égard de la CAISSE D'ÉPARGNE PROVENCE ALPES CORSE (établissement de crédit - lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme)
- [Nouvelle mise en ligne de la Commission des clauses abusives](#) : 5 jurisprudences

- [Rapport d'information Assemblée Nationale n° 2025](#) de Mme Graziella Melchior et M. Guillaume Garot déposé en application de l'article 145-7 alinéa 1 du règlement, par la commission des affaires économiques sur la mise en application de la loi n° 2016-138 du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire
- [Communiqué ministériel](#) : Maîtrise des frais bancaires et de la transition énergétique les banques françaises tiennent leurs engagements à ce stade
- [Actualité AMF](#) : EMIR Refit : l'AMF met à jour sur son site internet les formulaires de notification
- [Actualité AMF](#) : Audition de Robert Ophèle, président de l'AMF, par la Commission des finances de l'Assemblée nationale sur le rapport annuel de l'AMF 2018
- [Guide AMF](#) : Dispositions françaises applicables à la commercialisation de parts ou actions d'OPCVM coordonnés de droit étranger sur le territoire de la République française
- [Lignes directrices conjointes](#) de la Direction Générale du Trésor et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution sur la mise en œuvre des mesures de gel des avoirs - Version mise à jour au 17/06/2019

Jurisprudence

- Possibilité pour une collectivité territoriale ou un EPCI de candidater à un contrat de commande publique - Principe - Existence - a) Condition - Prolongement d'une mission de service public - b) Application - Contrat dont l'attribution permettrait d'amortir un équipement dans dispose la collectivité - Notion d'amortissement entendue au sens économique et non comptable - c) Espèce - 2) Modalités de cette candidature - a) Respect du droit de la concurrence, en particulier s'agissant des prix pratiqués - Obligations incombant à ce titre au pouvoir adjudicateur - b) Contrôle du juge sur le choix de retenir l'offre de la collectivité - Contrôle du caractère manifestement sous-estimé de cette offre : [CE 14-6-2019 n° 411444](#)
- Article L. 312-33 du code de la consommation : [Cass. 1^e civ. 19-6-2019 n° 18-25.178 \(n° 702\)](#)

Au Journal Officiel

- LOI n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises ([rectificatif](#))
- [Avis](#) relatif à l'indice des prix à la consommation
- [Décision du 3 juin 2019](#) portant nomination du référent déontologue de l'Autorité de la concurrence
- [Décret n° 2019-599 du 17 juin 2019](#) portant coordination de certaines dispositions du code de commerce avec l'ordonnance du 24 avril 2019 portant refonte du titre IV du livre IV du code de commerce relatif à la transparence, aux pratiques restrictives de concurrence et autres pratiques prohibées
- [Décret n° 2019-605 du 17 juin 2019](#) pris en application de l'article L. 546-1 du code monétaire et financier
- [Arrêté du 19 juin 2019](#) portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
- [Arrêté du 11 juin 2019](#) portant approbation du règlement national du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce

Union Européenne

- Marchés publics – Directive 2014/24/UE – Article 57, paragraphe 4, sous c) et g) – Passation de marchés publics de services – Motifs d'exclusion facultatifs de la participation à une procédure de passation de marché – Faute professionnelle grave remettant en cause l'intégrité de l'opérateur économique – Résiliation d'un contrat antérieur en raison de manquements lors de son exécution – Recours juridictionnel empêchant le pouvoir adjudicateur d'apprécier le manquement contractuel jusqu'à la fin de la procédure judiciaire : [CJUE 19-6-2019 aff. 41/18](#)
- Marque de l'Union européenne – Procédure de nullité – Marque figurative de l'Union européenne représentant trois bandes parallèles – Motif absolu de nullité – Absence de caractère distinctif acquis par l'usage – Article 7, paragraphe 3, et article 52, paragraphe 2, du règlement (CE) no 207/2009 [devenus article 7, paragraphe 3, et article 59, paragraphe 2, du règlement (UE) 2017/1001] – Forme d'usage ne pouvant être prise en considération – Forme qui diffère de la forme sous laquelle la marque a été enregistrée par des variations non négligeables – Inversion du schéma de couleurs : [Trib. UE 19-6-2019 aff. 307/17](#) – [Communiqué de presse](#)
- Assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs – Directive 2009/103/CE – Article 3, premier alinéa – Notion de "circulation des véhicules" – Dommage matériel causé à un immeuble par l'incendie d'un véhicule stationné dans un garage privé de cet immeuble – Couverture par l'assurance obligatoire : [CJUE 20-6-2019 aff. 100/18](#) – [Communiqué de presse](#)

- [Règlement délégué \(UE\) 2019/1011 de la Commission du 13 décembre 2018](#) modifiant le règlement délégué (UE) 2017/565 en ce qui concerne certaines conditions d'enregistrement afin de favoriser l'utilisation des marchés de croissance des PME aux fins de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil
- [Règlement délégué \(UE\) 2019/979 de la Commission du 14 mars 2019](#) complétant le règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation concernant les informations financières clés dans le résumé d'un prospectus, la publication et le classement des prospectus, les communications à caractère promotionnel sur les valeurs mobilières, les suppléments au prospectus et le portail de notification, et abrogeant le règlement délégué (UE) no 382/2014 de la Commission et le règlement délégué (UE) 2016/301 de la Commission
- [Règlement délégué \(UE\) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019](#) complétant le règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la forme, le contenu, l'examen et l'approbation du prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant le règlement (CE) no 809/2004 de la Commission
- [Règlement \(UE\) 2019/1015 de la Commission du 20 juin 2019](#) modifiant les annexes II et III du règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus d'aminopyralide, de captane, de cyazofamide, de flutianil, de krésoxim-méthyle, de lambda-cyhalothrine, de mandipropamide, de pyraclostrobine, de spiromésifène, de spirotétramate, de téflubenzuron et de tétraconazole présents dans ou sur certains produits

IMMOBILIER

Sites institutionnels

- [Rapport Mickaël Nogal](#) : Louer en Confiance. 37 propositions pour un développement équilibré et conforme à l'intérêt général du parc locatif privé

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 13 juin 2019](#) fixant le seuil de ressources des demandeurs de logement social du premier quartile

Jurisprudence

- Appels contre les jugements relatifs à la « Tour Triangle » : [CE 14-6-2019 n° 430746, 430775](#)
- Annulation proposée pour erreur manifeste d'appréciation à vouloir urbaniser le triangle de Gonesse, consacré à l'exploitation agricole : [Concl. TA Cergy-Pontoise 12-3-2019 n° 1711065, 1801667, 1801772 et 1801788](#)
- Bail d'habitation : [Cass. 3^e civ. 20-6-2019 n° 18-17.028 \(n° 552 FS-P+B+I\)](#)
- Servitude : [Cass. 3^e civ. 20-6-2019 n° 18-12.278 \(n° 556 F-P+B+I\)](#)

Union Européenne

- [Recommandation \(UE\) 2019/1019 de la Commission du 7 juin 2019](#) sur la modernisation des bâtiments

CIVIL

Au Journal Officiel

- [Délibération Cnil n° 2019-053 du 25 avril 2019](#) portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via Internet

Jurisprudence

- Déclaration judiciaire de délaissement parental : [Avis Cass. 19-6-2019 n° 19-70.008](#)
- Déclaration judiciaire de délaissement parental : [Avis Cass. 19-6-2019 n° 19-70.007](#)

DIVERS

- [Décret du 17 juin 2019](#) portant convocation du Parlement en session extraordinaire
- [JO Assemblée Nationale Questions/Réponses](#) n° 25 du 18 juin 2019
- [JO Sénat Questions/réponses](#) n° 25 du 20 juin 2019
- [Echéancier de mise en application de la loi](#) : LOI n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice
- [La lettre de la DAJ](#) n°276 - 20 juin 2019
- [CAA Versailles Lettre de jurisprudence n°27](#) : sélection d'arrêts rendus entre les mois de décembre 2018 à mars 2019.